

ASSEMBLÉE NATIONALE  
Trente-quatrième Législature, deuxième session

1994, chapitre 63  
**LOI CONCERNANT LA VILLE DE SAINT-LÉONARD**

---

**Projet de loi 273**

présenté par M. Michel Bissonnet, député de Jeanne-Mance

Présenté le 9 décembre 1993

Principe adopté le 9 mars 1994

Adopté le 9 mars 1994

**Sanctionné le 10 mars 1994**

---

**Entrée en vigueur: le 10 mars 1994**

---

**Loi modifiée:** Aucune







## CHAPITRE 63

### Loi concernant la Ville de Saint-Léonard

*[Sanctionnée le 10 mars 1994]*

Préambule

ATTENDU que la Ville de Saint-Léonard a intérêt à ce que certains pouvoirs lui soient accordés;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Titre validé

**1.** Le titre de la ville ou de ses ayants droit sur les immeubles du cadastre de la paroisse de Sault-au-Récollet acquis par la ville en vertu de l'acte enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montréal sous le numéro 3534099 et cédés par cette ville en vertu de l'acte enregistré au même bureau sous le numéro 3890824 ne peut être attaqué pour le motif que la ville n'aurait pas observé les formalités prévues par la Loi sur les fonds industriels (L.R.Q., chapitre F-4), la Loi sur les immeubles industriels municipaux (L.R.Q., chapitre I-0.1) ou l'article 9 de la Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Léonard (1983, chapitre 68) pour l'acquisition ou la vente de ces immeubles.

Aliénation à un prix inférieur

**2.** Malgré le sixième alinéa de l'article 9 de la Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Léonard (1983, chapitre 68), la ville peut, avec l'autorisation du ministre des Affaires municipales, aliéner à titre onéreux, pour un prix moindre que le total de toutes les dépenses engagées à son égard, l'immeuble acquis par cette ville en vertu de l'acte enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montréal sous le numéro 4281660.

Publication

**3.** Le greffier de la ville publie un avis en se conformant à l'article 2990 du Code civil du Québec.

Droits  
acquis confir-  
més

L'avis énonce que les droits acquis en vertu des actes enregistrés sous les numéros 3534099 et 3890824 sont confirmés dans la mesure prévue à la Loi concernant la Ville de Saint-Léonard, projet de loi no 273, sanctionné le 10 mars 1994.

Entrée en  
vigueur

**4.** La présente loi entre en vigueur le 10 mars 1994.